

Communications (L.R.Q., c. M-17.1), la ministre de la Culture et des Communications, aux fins de l'exercice de ses fonctions, peut notamment élaborer, conjointement avec le ministre responsable de l'application de la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics (L.R.Q., c. S-6.1), des normes en matière d'acquisition, d'utilisation et de gestion de droits d'auteurs des documents détenus par le gouvernement, les ministères et les organismes publics désignés par le gouvernement;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 6^o de l'article 2 de la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics (L.R.Q., c. S-6.1), les fonctions et pouvoirs du ministre responsable de l'application de cette loi consistent notamment à gérer les droits d'auteurs des documents détenus par le gouvernement, les ministères et les organismes publics désignés par le gouvernement et veiller à l'application des normes élaborées conjointement avec la ministre de la Culture et des Communications, en matière d'acquisition, d'utilisation et de gestion de ces droits;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 1127-96 du 11 septembre 1996, le gouvernement a confié au ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration les fonctions relatives à l'information gouvernementale visées à cette loi ainsi que la responsabilité des crédits qui y sont alloués;

ATTENDU QUE le ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et la ministre de la Culture et des Communications ont arrêté, le 17 juillet 2000, les Normes en matière d'acquisition, d'utilisation et de gestion de droits d'auteurs des documents détenus par le gouvernement, les ministères et les organismes publics désignés par le gouvernement;

ATTENDU QU'il y a lieu pour le gouvernement de désigner les organismes publics visés par l'application de ces normes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et de la ministre de la Culture et des Communications :

QUE les Normes en matière d'acquisition, d'utilisation et de gestion de droits d'auteurs des documents détenus par le gouvernement, les ministères et les organismes publics désignés par le gouvernement s'appliquent aux organismes publics visés à l'article 1 de la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics (L.R.Q., c. S-6.1), modifié par l'article 271 du chapitre 40 des lois de 1999, à l'exception, pour l'applica-

tion de l'article 16 de ces normes, des organismes énumérés à l'annexe A du présent décret;

QUE le présent décret entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

ANNEXE A

ORGANISMES PUBLICS NON ASSUJETTIS À L'APPLICATION DE L'ARTICLE 16 DES NORMES EN MATIÈRE D'ACQUISITION, D'UTILISATION ET DE GESTION DE DROITS D'AUTEURS DES DOCUMENTS DÉTENUS PAR LE GOUVERNEMENT, LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES PUBLICS DÉSIGNÉS PAR LE GOUVERNEMENT

— Entreprises du gouvernement visées par l'article 5 de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., c. V-5.01)

— Les organismes publics suivants, soit :

- la Commission de la représentation électorale
- le Directeur général des élections
- la Grande bibliothèque du Québec
- le Musée d'art contemporain de Montréal
- le Musée de la civilisation
- le Musée du Québec
- le Protecteur du citoyen
- la Société de l'assurance automobile du Québec
- la Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec)
- le Vérificateur général.

35434

Gouvernement du Québec

Décret 13-2001, 11 janvier 2001

CONCERNANT une entente de coopération en matière linguistique entre l'Office de la langue française du gouvernement du Québec et la Régie du traitement informatique des langues et des écritures du ministère de l'Éducation de la République populaire de Chine

ATTENDU QUE l'Office de la langue française du gouvernement du Québec et la Régie du traitement informatique des langues et des écritures du ministère de l'Éducation de la République populaire de Chine souhaitent une collaboration dans les domaines de l'aménagement linguistique, de la normalisation linguistique et du traitement informatique des langues;

ATTENDU QUE les Parties désirent ainsi réaliser des projets communs de coopération portant sur des recherches sur la pratique terminologique, sur l'élaboration d'une banque de terminologie en ligne multilingue et multimédia et sur la tenue de colloques de recherche;

ATTENDU QUE les Parties ont signé à cette fin, le 27 octobre 1999, une entente de coopération pour une période de trois ans, renouvelable par un accord mutuel des Parties à la fin de la période, à moins que l'une des Parties signifie à l'autre son désir d'y mettre fin au moyen d'un avis transmis au moins trois mois avant la fin de la période;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 114 de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11), l'Office de la langue française peut conclure, conformément à la loi, des ententes avec d'autres organismes ou un gouvernement en vue de faciliter l'application de cette loi;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente internationale au sens de l'article 19 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (L.R.Q., c. M-25.1.1);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 20 de cette loi, une entente internationale doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par la ministre;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Relations internationales, ministre responsable de la Francophonie et ministre responsable de la Charte de la langue française:

QUE l'Entente de coopération en matière linguistique entre l'Office de la langue française du gouvernement du Québec et la Régie du traitement informatique des langues et des écritures du ministère de l'Éducation de la République populaire de Chine, dont le texte est substantiellement conforme au texte joint à la recommandation ministérielle du présent décret, soit approuvée.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

35435

Gouvernement du Québec

Décret 14-2001, 11 janvier 2001

CONCERNANT l'approbation de certaines modifications à une entente relative au régime d'assurance maladie

ATTENDU QU'en vertu de l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie (L.R.Q., c. A-29), modifié par l'article 24 du chapitre 89 des lois de 1999, la ministre de la Santé et des Services sociaux peut, avec l'approbation du gouvernement, conclure avec les organismes représentatifs de toute catégorie de professionnels de la santé au sens de la Loi sur l'assurance maladie, toute entente pour l'application de ladite loi;

ATTENDU QUE le ministre de la Santé et des Services sociaux a, le 1^{er} jour d'octobre 1995, conclu avec la Fédération des médecins spécialistes du Québec une telle entente, laquelle est entrée en vigueur à cette même date;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver certaines modifications à ladite entente et, à cet effet, d'autoriser la ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux et ministre de la Santé et des Services sociaux à signer la Modification n^o 24 et les lettres d'entente jointes à la recommandation du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux et ministre de la Santé et des Services sociaux:

QUE les modifications à l'entente intervenue le 1^{er} jour d'octobre 1995 contenues dans la Modification n^o 24 et les lettres d'entente jointes à la recommandation du présent décret soient approuvées et que la ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux et ministre de la Santé et des Services sociaux soit autorisée à les signer.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

35436